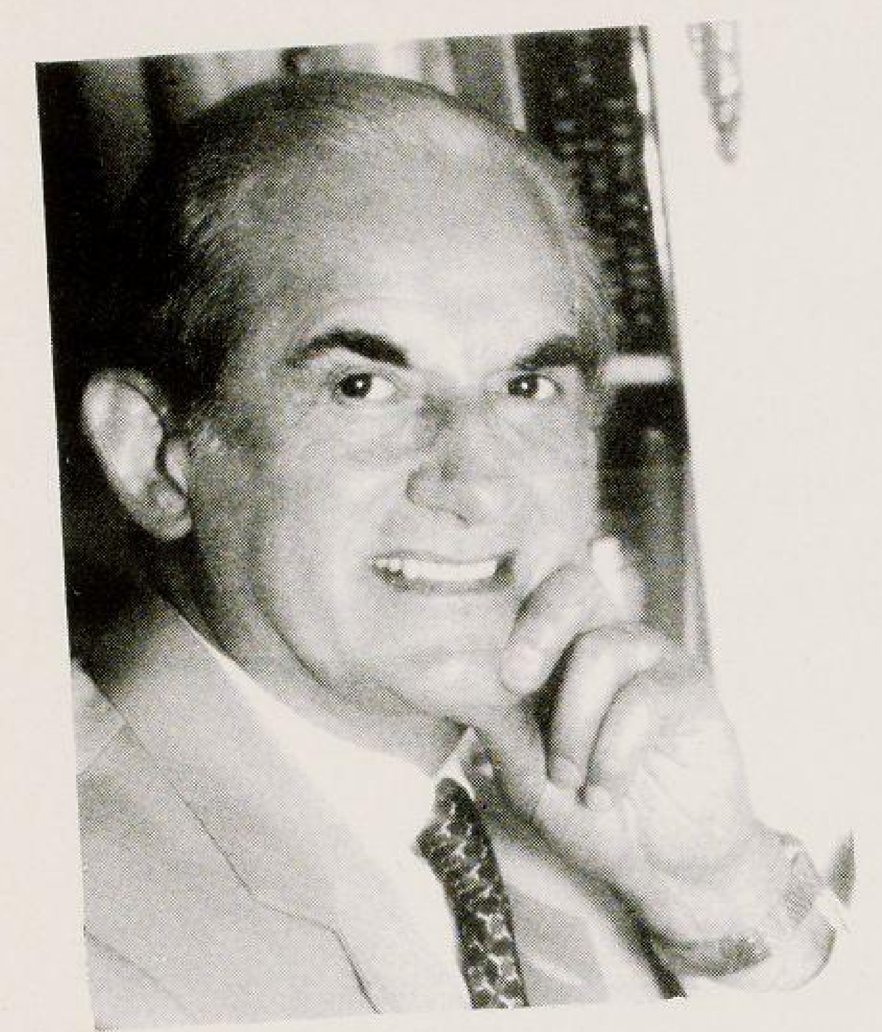
ALAIN PEYREFITTE
CANDIDAT D'UNION



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Elections législatives des 5 et 12 juin 1988

Chères électrices, chers électeurs,

Malgré toutes les promesses "d'union" et de "rassemblement" prodiguées par le Président de la République, il a nommé un gouvernement socialiste pur et dur.

Il a ensuite prononcé la dissolution immédiate de l'Assemblée Nationale, contrairement à ce qu'il avait annoncé (et sans même que son gouvernement prenne la peine d'expliquer aux députés — ni aux Français — quelle serait sa politique). Au lieu de "l'ouverture" proclamée, nous avons eu droit à une fermeture-éclair.

Comment se fier à des hommes qui se taisent aujourd'hui sur leurs intentions, pour mieux imposer leur volonté demain ? S'ils obtenaient la majorité à l'Assemblée, les dirigeants du Parti Socialiste concentreraient entre leurs mains tous les pouvoirs.

M. MITTERRAND se rend compte lui-même des dangers d'une telle situation. N'a-t-il pas déclaré, ce dimanche de la Pentecôte : "Il n'est pas sain qu'un seul parti gouverne" ?

Une seule façon d'exaucer le vœu du Président : empêcher le Parti Socialiste d'emporter la majorité. Ce qui est sain, ce sont des pouvoirs équilibrés, c'est une Chambre à l'image de la diversité française. La France ne saurait être toute rose : elle est bleu blanc rouge.

Comment croire encore que les Socialistes choisiraient le réalisme économique, contre leur tendance naturelle à l'idéologie utopique ?

Comment croire qu'ils resteraient fermes face au terrorisme, à la criminalité, à la délinquance, à l'immigration clandestine — comme nous l'avons été de 1986 à 1988 — et qu'ils ne retourneraient pas à la complaisance désastreuse des années 1981 à 1985 ?

Ces questions, vous devez d'abord vous les poser à vous-même.

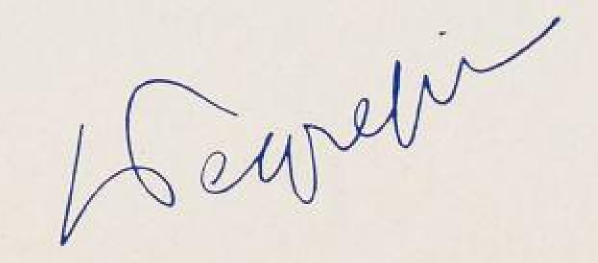
Nous nous connaissons bien. Depuis longtemps, vous m'accordez votre confiance. Parmi vous, je me suis toujours battu pour que vos préoccupations soient prises en compte : désenclavement routier, ferroviaire et fluvial de l'Est seine-et-marnais ; activités nouvelles créatrices d'emploi ; implantation et modernisation de lycées et collèges, regroupements pédagogiques, classes maternelles, transports scolaires ; aménagement confortable des maisons de retraite et foyers-résidences ; établissements pour handicapés ; sauvegarde de notre patrimoine touristique ; aménagement des villages et amélioration de la qualité de la vie grâce aux contrats ruraux et régionaux, etc.

J'ai écouté chacun d'entre vous et cherché des solutions à vos problèmes, **quelles que soient vos opinions politiques**.

Au cours de cette campagne, j'ai comme d'habitude visité les communes de notre vaste circonscription. Avec ma suppléante, Anne-Marie SCHAFFNER, jeune femme de mérite et de cœur, nous avons fait le point de vos inquiétudes.

Si vous me renouvelez votre confiance le 5 juin prochain, je continuerai avec ardeur à défendre nos idées et à me battre pour notre coin de France.

Le 5 juin, pensez d'abord à la France !
ensuite, à notre coin de France !
Je compte sur vous.



CE QUE NOUS FERONS

EMPLOI :

Les Socialistes avaient promis en 1981 de créer un million d'emplois : ils ont doublé le chômage en cinq ans. On a vu les nouveaux pauvres et la soupe populaire.

Entre 1986 et 1988, la tendance a été stoppée, puis inversée. On recommence à créer des emplois. Continuons à stimuler l'investissement productif et à restaurer la compétitivité des entreprises, seules créatrices de richesse et d'emplois.

SECURITÉ :

La première des libertés, celle d'aller et venir en sécurité, s'est dégradée de 1981 à 1986. En cinq ans, les hold-up, les attentats terroristes, les meurtres de personnes âgées ont quadruplé. Les Socialistes ont démantelé les protections élevées contre le crime, encouragé le laxisme, désorganisé et découragé la police, libéré les terroristes et les tueurs.

L'action ferme de Charles PASQUA a renversé la tendance. Attention à ne pas la renverser à nouveau ! La Société a le droit de se défendre et le devoir de punir. Il n'est pas de liberté sans sécurité.

IMMIGRÉS :

Les Socialistes ont favorisé l'immigration en régularisant la situation des clandestins. Ils refusent de voir que les ghettos et leur projet de donner le droit de vote aux étrangers mettent en péril l'unité nationale. Et ils crient au racisme ! C'est de l'hypocrisie.

Le problème peut être résolu humainement, mais fermement. Les immigrés qui veulent s'assimiler peuvent rester. Les chômeurs doivent être incités à partir. Les délinquants et ceux qui sont en situation irrégulière doivent être expulsés.

RESTONS FIDÈLES A NOS IDÉES !

VOTEZ UTILE DÈS LE 5 JUIN !

POUR ÉVITER LES SURPRISES DU SECOND TOUR !

VOTEZ ALAIN PEYREFITTE, VOTRE DÉPUTÉ.

Imp. FÉCOMME